

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS

ANNEXE 1 AU CCTP - NOTICE D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER

Pouvoir adjudicateur

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence
Alpes Côte d'Azur

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Préfet de Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur

Objet du marché

Assistance géotechnique relative aux opérations d'infrastructures routières sous
maîtrise d'ouvrage de la DREAL PACA

Table des matières

1 Dispositions générales.....	3
1.1 Préambule.....	3
1.2 Textes applicables.....	4
2 Préparation du chantier.....	4
2.1 Modalité 1 : Signalisation à la charge du titulaire du présent marché.....	4
2.2 Modalité 2 : Signalisation à la charge de la DIR Méditerranée.....	5
2.3 Modalité 3 : Signalisation à la charge d'un autre titulaire.....	6
3 Sanctions et pénalités.....	6
4 Caractéristiques des dispositifs d'exploitation sous chantier.....	6
4.1 Caractéristiques des dispositifs de signalisation temporaire.....	6
4.2 Prestations non détaillées.....	7
4.3 Accès de chantier.....	7
5 Mise en œuvre des dispositifs d'exploitation sous chantier.....	8
5.1 Mise en place de la signalisation.....	8
5.2 Maintenance.....	8
5.3 Interaction avec les conditions météorologiques.....	9
6 Sécurité du chantier et des usagers de la route.....	9
7 Interactions avec les autres intervenants.....	9
7.1 Réseau routier national.....	9
7.2 Autres Réseaux.....	10

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 PRÉAMBULE

Dans le cas d'intervention en zones ouvertes à la circulation, les prestations à réaliser dans le cadre du présent marché seront menées selon les modalités d'exploitation sous chantier définies dans le bon de commande notifié au titulaire du présent marché. À ce titre, trois cas de figure peuvent se présenter :

- soit la signalisation temporaire au droit de la zone de chantier est réalisée par le titulaire du présent marché, qui aura à ce titre à sa charge l'ensemble des prestations de fourniture, mise en place, maintenance et repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Cette modalité sera nommée « modalité 1 - signalisation à la charge du titulaire du présent marché » dans la suite de la présente annexe.

- soit la signalisation temporaire au droit de la zone de chantier est prise en charge par la DIR Méditerranée, qui assurera à ce titre l'ensemble des prestations de fourniture, mise en place, maintenance et repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Cette modalité sera nommée « modalité 2 - signalisation à la charge de la DIR Méditerranée » dans la suite de la présente annexe.

- soit la signalisation temporaire au droit de la zone de chantier est prise en charge par le titulaire d'un autre marché sous maîtrise d'œuvre DIR Méditerranée, qui assurera à ce titre l'ensemble des prestations de fourniture, mise en place, maintenance et repliement des panneaux et dispositifs nécessaires.

Cette modalité sera nommée « modalité 3 - signalisation à la charge d'un autre titulaire » dans la suite de la présente annexe.

Le présent document définit l'ensemble des clauses contractuelles qui s'appliquent en ce qui concerne l'exploitation sous chantier sur un axe géré par la DIRMed. Sauf mention contraire, les dispositions du présent document s'appliquent quelle que soit la modalité retenue par le bon de commande.

En particulier, il est rappelé au titulaire que :

- quelle que soit la modalité retenue par le bon de commande, la mise en place et la maintenance des dispositifs réglementaires de protection des zones de chantier vis-à-vis de la circulation publique et de la signalisation à l'intérieur des zones de chantier, adaptés en continu au mode d'exploitation sous chantier en cours et aux phases de changement de mode d'exploitation, **seront assurées par le titulaire** ;
- qu'en cas d'intervention curative prévue dans le cadre de la viabilité hivernale ou de mouvement social prévu ayant une répercussion sur le fonctionnement du réseau routier national et autoroutier concédé, **toute intervention prévue par le titulaire pourra être annulée sans délai** ;
- que les interventions affectant la circulation routière nécessitent au préalable la prise d'un arrêté et que le délai d'obtention de l'arrêté, une fois la demande validée sans réserve par le maître d'œuvre, est **d'environ 1 mois**. La prolongation d'une intervention programmée étant impossible sans nouvel arrêté, l'attention du titulaire est attirée sur l'importance, lors de la

planification et la préparation de l'intervention, de tenir compte des éventuels aléas qui pourraient être rencontrés lors de l'exécution des travaux.

- tout non-respect des dispositions du présent document entraîne **l'application des pénalités prévues au CCAP.**

En cas d'absence de maître d'œuvre dans l'équipe projet, le titulaire échange directement avec le service exploitation de la DIRMed, après accord du maître d'ouvrage.

Avant tout démarrage des travaux, le titulaire du présent marché devra prendre contact avec le gestionnaire des voies concernées par les travaux ou/et celui des voies situées à proximité de ceux-ci pour définir avec lui les modalités à prévoir pour une bonne information de l'utilisateur en cas d'événements imprévus pouvant mettre en cause sa sécurité.

Les dispositions arrêtées seront conformes aux dispositions réglementaires de la signalisation routière.

1.2 TEXTES APPLICABLES

La signalisation temporaire mise en place est conforme à la réglementation en vigueur, et au minimum :

- au guide « Signalisation temporaire – routes à chaussées séparées - manuel du chef de chantier » ;
- au guide « Signalisation temporaire – routes bidirectionnelles - manuel du chef de chantier » ;
- à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, Livre 1, Huitième partie ;
- aux spécifications complémentaires de la présente annexe au CCTP.

2 PRÉPARATION DU CHANTIER

Cette partie s'applique de manière différenciée selon la modalité d'exploitation sous chantier définie dans le bon de commande.

2.1 MODALITÉ 1 : SIGNALISATION À LA CHARGE DU TITULAIRE DU PRÉSENT MARCHÉ

Le titulaire du présent marché établit le dossier d'exploitation sous chantier (DESC), comprenant :

- le planning des travaux et des modes d'exploitation sous chantier associés à chaque ouvrage à réaliser dans le cadre du marché ;
- une notice explicitant les mesures d'exploitation sous chantier et leurs impacts sur le trafic et justifiant le planning des travaux et phasage des modes d'exploitation sous chantier ;
- les plans précis délimitant les limites amont et aval des emprises nécessaires à la réalisation des travaux (y compris les zones d'évolution, de circulation et de stationnement des engins) de chacune des phases de chantier (mode d'exploitation sous chantier), ainsi qu'une proposition des « accès chantier » qu'il estime nécessaires à la réalisation des travaux dans chacune des phases et les conditions d'utilisation de ces accès.

Le dossier d'exploitation est soumis au maître d'œuvre pour visa. Le maître d'œuvre doit rendre ses remarques sur le DESC de l'entreprise à la plus tardive de ces deux dates : 15 jours calendaires

après remise du document par le titulaire du présent marché ou 10 jours calendaires avant la date de remise du DESC à l'exploitant pour rédaction de l'arrêté ; ceci quel que soit l'indice des documents produits. Le titulaire du présent marché a 5 jours ouvrés pour reprendre les plans conformément à ces remarques.

Une fois le dossier d'exploitation visé sans réserve, le maître d'œuvre transmet les demandes d'arrêté de circulation aux gestionnaires de voirie concernés. **Le délai normal d'obtention de l'arrêté est de 1 mois, par conséquent le titulaire du présent marché doit tenir compte de ces délais et présenter son dossier d'exploitation en temps et en heure.**

Seront également soumis au visa du Maître d'œuvre, préalablement à toute mise en place :

- les matériels ;
- les dessins des panneaux avec justifications des dimensions selon mentions et taille des lettrages ;
- les dimensions des massifs, préfabriqués ou coulés, avec justifications de dimensions selon panneaux et contraintes ;
- les implantations précises en fonction des contraintes de terrain et d'exécution du chantier (accès en particulier) ;
- les procédures d'exécution pour les mises en place des dispositifs.

2.2 MODALITÉ 2 : SIGNALISATION À LA CHARGE DE LA DIR MÉDITERRANÉE

Le titulaire du présent marché établit la programmation détaillée des travaux, comprenant en particulier :

- le planning des travaux et des modes d'exploitation sous chantier associés à chaque ouvrage à réaliser dans le cadre du marché ;
- les dates ou délais d'intervention avec mention des heures de début et de fin d'intervention ;
- les plans précis délimitant les limites amont et aval des emprises nécessaires à la réalisation des travaux (y compris les zones d'évolution, de circulation et de stationnement des engins) de chacune des phases de chantier, ainsi qu'une proposition des « accès chantier » qu'il estime nécessaires à la réalisation des travaux dans chacune des phases et les conditions d'utilisation de ces accès.

La programmation détaillée doit être soumise au visa du maître d'œuvre. Le délai nécessaire à l'instruction par le maître d'œuvre est de 15 jours calendaires après remise du document par le titulaire du présent marché. Le maître d'œuvre pourra formuler des réserves sur lesquelles le titulaire du présent marché devra apporter les corrections nécessaires dans les 5 jours ouvrés. Une fois la programmation détaillée visée sans réserve, le maître d'œuvre transmettra celle-ci aux gestionnaires de voirie concernés, accompagné des demandes d'arrêté de circulation.

Il est également rappelé au titulaire les **délais minimaux à prendre en compte lors de la programmation des travaux** entre la date de visa de la programmation par le maître d'œuvre et la date de démarrage de réalisation des travaux :

- dans le cas de travaux ne nécessitant pas de restriction de circulation ou de mise en place de signalisation temporaire : 1 jour ;

- dans le cas de travaux sous arrêté permanent : visa au plus tard le mercredi de la semaine n pour un démarrage des travaux à la semaine n+1 ;
- dans le cas de travaux sous arrêté spécifique : 1 mois.

2.3 MODALITÉ 3 : SIGNALISATION À LA CHARGE D'UN AUTRE TITULAIRE

Le titulaire du présent marché établit la programmation détaillée des travaux, comprenant en particulier :

- les dates ou délais d'intervention avec mention des heures de début et de fin d'intervention ;
- les plans précis délimitant les limites amont et aval des emprises nécessaires à la réalisation des travaux (y compris les zones d'évolution, de circulation et de stationnement des engins) de chacune des phases de chantier, ainsi qu'une proposition des « accès chantier » qu'il estime nécessaires à la réalisation des travaux dans chacune des phases et les conditions d'utilisation de ces accès.

La programmation détaillée doit être soumise au visa du maître d'œuvre et fera l'objet de concertations avec le titulaire de l'autre marché. Le délai nécessaire à l'instruction par le maître d'œuvre est de 15 jours calendaires après remise du document par le titulaire du présent marché. Le maître d'œuvre pourra formuler des réserves sur lesquelles le titulaire du présent marché devra apporter les corrections nécessaires dans les 5 jours ouvrés.

En cas de modification des dispositions d'exploitation sous chantier du titulaire de l'autre marché, l'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'application des contraintes et modalités d'exploitation sous chantier (y compris sanctions et pénalités) définies dans les pièces contractuelles de l'autre marché.

3 SANCTIONS ET PÉNALITÉS

L'entrepreneur est réputé avoir appréhendé l'ensemble des contraintes et modalités d'exploitation sous chantier définies dans la présente annexe au moment de sa remise de prix.

Le non-respect des dispositions du présent document entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-3 du CCAP.

4 CARACTÉRISTIQUES DES DISPOSITIFS D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER

Ce paragraphe s'applique uniquement pour la *modalité 1 « signalisation à la charge du titulaire du présent marché »*.

4.1 CARACTÉRISTIQUES DES DISPOSITIFS DE SIGNALISATION TEMPORAIRE

Caractéristiques générales

L'ensemble des matériels posés présentera un « état neuf ». Ils doivent être nettoyés régulièrement pour conserver leur parfaite visibilité.

Tous les signaux utilisés sont obligatoirement rétro-réfléchissants de classe 2. De plus, les premiers panneaux de danger rencontrés, en amont de la zone de travaux, sont équipés de trois feux **R2d classe "jn"** de balisage et d'alerte synchronisés.

Les critères de stabilité, de résistance au vent, de mobilité et de légèreté seront pris en compte pour le choix des supports.

Dimensionnement des panneaux et matériels

La zone de travaux concernée se situant en partie sur des routes à chaussées séparées à 2x2 voies, les panneaux seront de « Grande Gamme » (bretelles) ou de « très grande gamme » (section courante).

La taille des lettrages des panneaux est celle correspondant à la signalisation permanente dans les mêmes conditions (type de voie, vitesse autorisée).

Panneau de police de type AK5 avec triflash R2 classe "jn"

Les panneaux AK5 sont rétro-réfléchissants de classe II, avec triflash de type R2 classe « jn ».

Balises K5c (10 m) + feux R2d classe "jn"

Dans les biseaux de neutralisation de voies, il convient de mettre en œuvre des balises K5c équipées d'une rampe défilante avec feux de type R2d de classe "jn" implantés 1 balise sur 2.

Séparateurs de voies K16

Les séparateurs de voies K16 seront de classe A, lestés au sable, et posés alternativement de couleur rouge et blanche.

Occultation / désoccultation de panneau

Lorsqu'ils ne sont pas nécessaires, les panneaux doivent être occultés par du film noir adhésif. Un nettoyage préalable du panneau doit être effectué afin d'assurer la bonne adhérence temporaire.

4.2 PRESTATIONS NON DÉTAILLÉES

Le présent document ne détaille pas certaines prestations néanmoins à réaliser par le titulaire du présent marché, qui sont réputées être rémunérées par les prix forfaitaires de « signalisation temporaire de chantier et d'exploitation sous chantier », en particulier :

- signalisation relative à la mise en place, à l'exploitation et au repli des différentes phases ;
- accès (chantier et riverains), signalisation propre au chantier, Points Rencontre Secours (P.R.S.) et dispositifs de fermeture ;
- les dispositions supplémentaires visant à réduire la gêne à l'usager.

Ces prestations feront l'objet de procédures d'exécution, à soumettre par le titulaire du présent marché au visa du Maître d'Œuvre lors de la préparation du chantier.

Elles s'intègrent en complément aux éléments indiqués ci-avant.

4.3 ACCÈS DE CHANTIER

Principes généraux des accès de chantier :

- les entrées et sorties de chantier doivent être réalisées dans le sens de la circulation (manœuvres en marche arrière interdites), et se feront par les passages spécialement aménagés à cet effet ;
- les entrées et sorties éventuelles de chantier sur les autres voiries sont conditionnées à l'accord du gestionnaire concerné (Conseil Général, commune, ...). L'attention du titulaire du présent marché est attirée sur le délai de réponse de chacun des gestionnaires ;

- Toute manœuvre de véhicules ou engins hors de la zone de chantier réglementairement balisée est interdite ;
- A l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.

5 MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS D'EXPLOITATION SOUS CHANTIER

Cette partie s'applique uniquement pour la *modalité 1 « signalisation à la charge du titulaire du présent marché »*.

5.1 MISE EN PLACE DE LA SIGNALISATION

Ces opérations sont réalisées par l'entreprise.

La position exacte des différents panneaux et dispositifs destinés à demeurer plus d'une semaine en place fera l'objet d'un marquage effaçable de repérage à la peinture en BAU. Ce marquage fera l'objet d'un constat.

Un constat contradictoire de balisage justifiant la conformité et la bonne visibilité des différents panneaux et zones de transition sera rédigé avec le représentant du maître d'œuvre. L'entreprise devra tenir compte des observations formulées à l'occasion de sa rédaction et adapter le dispositif en conséquence.

5.2 MAINTENANCE

L'entrepreneur doit maintenir et entretenir toute la signalisation provisoire jusqu'à la fin des travaux, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Ses interventions peuvent intervenir de jour comme de nuit.

En particulier, tous les dispositifs lumineux (feux clignotants ou à défilement, flashes, ballons éclairants, ...) devront être en service 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 et quelles que soient les conditions météorologiques ; tous les feux R2 seront de classe « jn » pour une utilisation de jour et de nuit.

L'entreprise devra assurer au minimum 2 passages par jour (un le matin et un le soir), 7 jours sur 7, afin de vérifier la conformité de la signalisation. Ces passages feront l'objet d'une formalisation (nom du vérificateur, date et heure du passage, sections inspectées, observations, actions éventuelles...) dans une « main courante » tenue quotidiennement et transmise chaque jour ouvré à la maîtrise d'œuvre.

Toutefois, **l'effectivité de ces 2 passages quotidiens n'entraîne aucune diminution ou suppression de sa responsabilité** en cas de constatation par la maîtrise d'œuvre d'une non-conformité de la signalisation.

De plus, en cas d'imprévu, d'alerte ou d'accident, et sur toute demande téléphonique des forces de l'ordre, de la maîtrise d'œuvre ou de l'exploitant, **l'entreprise doit intervenir au plus tard sur site 1/2 heure après la demande.**

L'équipe d'intervention sera composée de 2 agents.

De plus, en cas de non-conformité du dispositif à l'arrivée sur site de l'entreprise :

- **une remise en état d'urgence**, qui pourra être provisoire, incluant notamment la partie « légère » du dispositif en place (dispositifs de guidage, police verticale) et le dégagement des voies de circulation, devra être réalisée dans un délai de **1h après arrivée sur site de**

l'entreprise ;

- la remise en état des dispositifs de retenue, de signalisation directionnelle, d'éclairage et de marquage, ainsi que **la remise en état totale** du dispositif devront être réalisées dans un délai de **4h après arrivée de l'entreprise.**

Préalablement au démarrage des travaux, l'entreprise doit faire connaître au Maître d'œuvre et au gestionnaire des voies concernées le nom, l'adresse et le numéro téléphonique de la personne qu'elle a désignée pour la maintenance de la signalisation. Cette personne est chargée d'intervenir ou de déclencher une intervention à toute heure, de jour comme de nuit, et chaque jour, dimanches et fêtes compris, sur une défaillance de la signalisation.

De plus, l'entreprise, en cas d'accident de la circulation impliquant un balisage temporaire mis en place dans le cadre du présent marché, doit :

- prévenir immédiatement les forces de police et l'exploitant ;
- effectuer un relevé photo numérique de l'accident, y compris du balisage mis en place.

5.3 INTERACTION AVEC LES CONDITIONS MÉTÉOROLOGIQUES

Pendant toute la durée du chantier, lorsque les conditions climatiques sont incertaines, avant le début des travaux, le titulaire du présent marché devra s'assurer que les prévisions météorologiques sont compatibles avec le bon déroulement des restrictions de circulation en toute sécurité pour les usagers (enrobés par temps de pluie, brouillard, neige...).

Au cas où, malgré ces précautions, il s'avérerait en cours de journée que les conditions minimales de sécurité ne sont plus respectées, le chantier sera arrêté et le titulaire du présent marché prendra toutes les mesures conservatoires exigées pour le maintien de la sécurité des usagers.

6 SÉCURITÉ DU CHANTIER ET DES USAGERS DE LA ROUTE

Avant tout commencement de travaux, le titulaire du présent marché devra obtenir de la part du gestionnaire de la voirie une « AUTORISATION DE CIRCULER » conformément à l'article R 432-7 du code de la route.

Cette dernière sera délivrée après réception d'une demande écrite mentionnant l'identité du personnel ainsi que l'immatriculation des véhicules affectés sur le chantier.

7 INTERACTIONS AVEC LES AUTRES INTERVENANTS

7.1 RÉSEAU ROUTIER NATIONAL

Le service gestionnaire de la voirie est:

Pour le département 84 :

DIR Méditerranée
District Rhône-Cévennes (DRC)
89 rue Weber
CS52002
30907 NIMES CEDEX 2

Pour le département 13 :

DIR Méditerranée
District Urbain
Chemin Commandant Mattéi
13240 SEPTEMES-LES-VALLONS

Pour les départements 04 et 05 :

DIR Méditerranée
District des Alpes du Sud
13 cours Emile Zola
05000 GAP

Une patrouille régulière sera effectuée par l'intermédiaire de la patrouille quotidienne des agents du Centre d'Entretien et d'Intervention de la DIRMED le plus proche.

La veille qualifiée de jour comme de nuit est assurée par le CIGT. En cas d'incident ou d'accident, de jour comme de nuit, nécessitant la remise en état du balisage, le CIGT de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée devra être joint au 04-91-51-51-51, au début et à la fin de l'intervention.

En cas de circonstances imprévues (accident...) et en cas d'indisponibilité du maître d'œuvre, le Chef du District ou son représentant pourra, sans avertissement préalable, imposer l'adaptation des dispositions d'exploitation sous chantier voire imposer l'interruption immédiate des travaux.

7.2 AUTRES RÉSEAUX

Le titulaire devra prendre contact avec tout autre gestionnaire concernés.